

L'hon. Monique Vézina (ministre d'État (Emploi et Immigration) et ministre d'État (Troisième âge)): Monsieur le Président, notre gouvernement est au courant des sérieuses difficultés que rencontrent certains travailleurs montréalais. Nous sommes actuellement à penser des mesures afin de venir en aide à ces collectivités, et c'est dans cet esprit que nous avons, comme gouvernement, présenté la stratégie de la main-d'oeuvre et le projet de loi C-21 qui nous permettra de mettre en place des programmes de développement des collectivités et d'améliorer la formation. Permettez-moi de réitérer l'invitation que je faisais hier: pourrait-on inviter les amis de l'autre côté à faire adopter le plus rapidement le projet de loi C-21?

* * *

LE COMMERCE EXTÉRIEUR

M. Fernand Robichaud (Beauséjour): Monsieur le Président, ma question s'adresse au ministre des Pêches et des Océans. Dans le débat sur le libre-échange, les pêcheurs avaient été assurés que le Tribunal binational serait le protecteur des intérêts canadiens. Dès la première décision sur le saumon et le hareng, les pêcheurs canadiens ont perdu. La deuxième décision qui traite du homard semble encore nous échapper, les Américains vont encore gagner! C'est 2 à 0 pour les Américains.

Comment se fait-il que le Canada ne peut faire respecter ses objectifs de conservation, comme dans le cas du hareng et du saumon, mais que les Américains, eux, en guise de contrôle du marché du homard évoquent la conservation et gagnent leur point? Qu'est-ce qui se passe?

[Traduction]

L'hon. John C. Crosbie (ministre du Commerce extérieur): Monsieur le Président, le premier rapport du groupe spécial créé aux termes du chapitre 18, qui portait sur le saumon et le hareng de la Colombie-Britannique, a été suivi du règlement de ce différend à la satisfaction du Canada aussi bien que des États-Unis. Les deux pays y ont trouvé leur compte.

En ce qui concerne la question du homard, le groupe spécial n'a pas encore déposé son rapport. Conformément aux dispositions de l'ALE, il a certes remis aux parties un rapport initial, qui est confidentiel, afin qu'elles puissent lui faire d'autres observations avant le dépôt du rapport final.

Questions orales

Nous connaissons le 15 mai les conclusions de la majorité des membres du groupe spécial.

[Français]

M. Fernand Robichaud (Beauséjour): Monsieur le Président, ma question supplémentaire s'adresse au ministre des Pêches et des Océans. Le premier ministre avait promis d'intervenir en septembre dernier afin d'empêcher les Américains d'agir, cela n'a pas marché, le premier ministre a raté son coup. Est-ce que le gouvernement a prévu un plan de soutien pour les pêcheurs de homard qui perdront plus de 30 millions de dollars à cause de cette décision négative de la Commission du libre-échange et aussi de l'échec, bien sûr, du premier ministre? Est-ce qu'on a prévu quelque chose pour ces pêcheurs?

[Traduction]

L'hon. John C. Crosbie (ministre du Commerce extérieur): Monsieur le Président, le groupe spécial n'a pas encore déposé son rapport. Quoi qu'il en soit des conclusions du rapport, il est évident qu'il n'y a pas unanimité au sein de l'industrie du homard et qu'il y a plusieurs écoles de pensée.

Je ne doute pas que les pêcheurs de homard recevront toute l'aide nécessaire s'il leur arrive quoi que ce soit de fâcheux. Mais rien n'indique à l'heure actuelle que le rapport leur sera défavorable.

* * *

LES TRANSPORTS

M. Joe Comuzzi (Thunder Bay—Nipigon): Monsieur le Président, je m'adresse au vice-premier ministre.

On s'entend des deux côtés de la Chambre sur un point: il y a pénurie de contrôleurs du trafic aérien au Canada, surtout à l'aéroport Pearson. Nous différons peut-être d'opinion sur l'étendue de la pénurie, mais nous savons tous qu'elle est aiguë.

Nous manquons de contrôleurs et ceux qui travaillent à Pearson doivent tous faire des heures supplémentaires pour faire marcher le système. Comment le ministère peut-il alors diminuer le nombre de contrôleurs en songeant à réduire le budget des heures supplémentaires de 1,9 millions de dollars cette année?

M. Ross Belsher (secrétaire parlementaire du ministre des Transports): Monsieur le Président, je remercie le député de sa question des plus pertinente. On craint en effet que les contrôleurs aériens ne soient pas assez